



**PRÉFÈTE
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD-EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

*Secrétariat Général pour l'Administration
du Ministère de l'Intérieur Sud-Est*

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
N°MI-SGAMI-SE-BACP-2026-003**

Marché à procédure adaptée

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE REPAS JOURNALIERS AU PROFIT DES
PERSONNELS EN MISSION AU SEIN DU PCI A L'OCCASION DU G7**

Pouvoir adjudicateur

Madame la Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est

Personne publique

État, ministère de l'Intérieur,
Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud-Est
Direction de l'administration générale et des finances
Bureau de l'achat et de la commande publique
Courriel : sgami-se-marchespublics@interieur.gouv.fr

Comptable assignataire des paiements

Monsieur le directeur régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes et du département
du Rhône
Direction régionale des finances publiques
3 rue de la Charité
69 002 LYON
Courriel : drfip69@dgifip.finances.gouv.fr

CODE CPV :

55500000 – service de cantine et traiteur

Table des matières

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Durée du marché.....	4
1.3. Forme du marché et montant.....	4
1.4. Définition de la procédure.....	4
1.5. Allotissement, variantes.....	4
1.6. Lieux d'exécution.....	4
1.7. Langue.....	4
1.8. Unité monétaire.....	5
1.9. Clauses sociales et environnementales.....	5
1.10. Assurances.....	5
1.11. Traitement des données à caractère personnel.....	5
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
2.1. Pièces particulières.....	6
2.2. Pièces générales.....	6
2.3. Pièces postérieures à la conclusion du marché.....	6
ARTICLE 3. PRESTATIONS DEMANDÉES.....	6
3.1. Contrainte du site.....	6
3.2. Clause environnementale d'exécution.....	7
3.3. Disposition générale des formules.....	7
3.4. Objet des prestations plateaux repas froids.....	7
3.5. Composition du plateau repas froid.....	7
3.5.1. DESCRIPTIF DU KIT « COUVERT » ET DU CONTENANT.....	8
3.5.2. DATES ET TYPE DE PRESTATIONS.....	8
3.5.3. QUANTITÉ.....	8
3.5.4. HORAIRES DE LIVRAISON.....	8
3.6. Boissons chaudes et en cas.....	8
3.6.1. BOISSONS CHAUDES.....	8
3.6.2. EN-CAS.....	9
3.6.3. FOURNITURES.....	9
3.6.4. QUANTITÉ.....	9
3.6.5. EXÉCUTION DE LA PRESTATION.....	9
3.7. Représentation du titulaire.....	9
ARTICLE 4. RÉCEPTION, VÉRIFICATION, ADMISSION, REJET.....	9
4.1. Contrôle, réception, vérification, admission.....	9
ARTICLE 5. PRIX.....	10
5.1. Forme et contenu des prix.....	10
5.2. Prix de règlement.....	10
ARTICLE 6. MODALITÉS FINANCIÈRES.....	10
6.1. Avance.....	10
6.2. Acomptes.....	10
6.3. Intérêts moratoires.....	10
ARTICLE 7. MODALITÉS DE FACTURATION.....	11
7.1. Dispositions générales.....	11
7.2. Présentation des demandes de paiement.....	11
7.2.1. MENTIONS OBLIGATOIRES.....	11
7.2.2. TRANSMISSION.....	12

ARTICLE 8. AUTRES CLAUSES ADMINISTRATIVES.....	13
8.1. Modification affectant le titulaire en cours d'exécution du marché.....	13
8.2. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	13
8.3. Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.....	13
8.4. Suspension à l'initiative de l'acheteur.....	14
8.5. Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat.....	14
8.6. Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée.....	15
8.7. Demandes indemnitaires.....	15
8.8. Entreprises en difficultés sur le plan judiciaire.....	15
ARTICLE 9. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 10. DÉSIGNATION ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	15
10.1. Conditions générales et responsabilité.....	15
10.2. Modalités d'acceptation de la sous-traitance.....	15
10.3. Demandes postérieures à la notification du marché.....	16
10.4. Communication des sous-traitants.....	16
10.5. Paiement direct.....	16
ARTICLE 11. CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	16
ARTICLE 12. PÉNALITÉS.....	16
12.1. Pénalités.....	16
12.2. Plafonnement des pénalités.....	17
12.3. Seuil d'exonération des pénalités.....	17
ARTICLE 13. RÉSILIATION.....	17
ARTICLE 14. DIFFÉRENDS.....	18
ARTICLE 15. LITIGES ET CONTENTIEUX.....	18
ARTICLE 16. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	18
16.1. Dispositions générales.....	18
16.2. Lutte contre le travail dissimulé.....	19
ARTICLE 17. DÉROGATIONS.....	19

ANNEXE

ANNEXE 1 : ANNEXE FINANCIÈRE

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Les dispositions du présent cahier des clauses administrative et techniques particulière concerne la production et distribution de repas journaliers au profit des personnels en mission au sein du PCI à l'occasion du G7.

1.2. Durée du marché

Le marché est conclu pour une période ferme de 1 mois avec un début d'exécution des prestations fixé au 04 juin 2026.

Il ne pourra pas faire l'objet de reconduction.

1.3. Forme du marché et montant

Il s'agit d'un marché mono-attributaire à bordereau de prix unitaires :

Le montant estimé du marché est de 120 000 €HT.

Le montant maximum du marché ne pourra dépasser 180 000 €HT bons de commande compris.

1.4. Définition de la procédure

Le présent marché est passé selon la procédure « Marché A Procédure Adaptée » (M.A.P.A.) en raison de son objet conformément aux dispositions de l'article R2123-1 point 3° et annexe 3 point 7 du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics et R.2123-2 à R.2123-7 du même Code.

L'opérateur économique est tenu de présenter une offre dans le respect du règlement de consultation (RC).

1.5. Allotissement, variantes

Le marché n'est pas alloti.

La prestation unique et la sensibilité du lieu ne permet pas un allotissement sans alourdir les règles de sécurités tant pour le prestataire que pour l'administration.

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.6. Lieux d'exécution

Les prestations se dérouleront à l'adresse suivante :

Palais des festivités

Pl. Peintre Charles Cottet

74500 Évian-les-Bains

1.7. Langue

La langue de la consultation est le français. Tous les documents écrits remis par le candidat au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française. À défaut, il devra fournir, à sa charge, les documents accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il en va de même pour l'ensemble des communications écrites ou orales durant toute la phase d'exécution du contrat.

1.8. Unité monétaire

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante : EURO (€).

1.9. Clauses sociales et environnementales

- **Clause sociale**

Compte tenu des délais impartis et de la sensibilité du site, le pouvoir adjudicateur a décidé de renoncer à l'application des dispositions de l'article L.2111-3 du Code de la commande publique permettant d'inclure une clause sociale.

- **Clause environnementale**

Ce marché intègre une clause environnementale comme critère d'exécution du marché, comme prévu par l'article L.2113-4 du Code de la commande publique.

Cette clause environnementale, en plus du respect des lois EGALIM, AGEC et Climat-Résilience, est définie à l'article 3.2 du présent CCATP.

1.10. Assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Si un groupement d'entreprises contracte le marché, chaque co-traitant doit souscrire sa propre assurance.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du présent marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du présent marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

1.11. Traitement des données à caractère personnel

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitements.

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique
59, boulevard Vincent Auriol
75 703 Paris Cedex 13
Représentée par le Directeur des achats de l'État

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'État, représentée par le Directeur des achats de l'État

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière
- le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP n°2026-003) ;
- le mémoire technique (document obligatoire dont les données engagent le candidat)

2.2. Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021). Ce document n'est pas annexé au présent marché.

2.3. Pièces postérieures à la conclusion du marché

Les décisions modificatives et/ou ordres de service éventuels ainsi que toutes pièces jugées nécessaires par le pouvoir adjudicateur pour la bonne exécution du marché.

ARTICLE 3. PRESTATIONS DEMANDÉES

3.1. Contrainte du site

Il est porté à la connaissance du titulaire qu'aucun matériel électrique en place dans la cuisine du site ne peut être utilisé, de plus le titulaire ne pourra brancher aucun appareil électrique à l'exception des percolateurs nécessaires à la prestation de boissons chaude.

Le titulaire devra prendre également en compte dans ses délais de livraison que plusieurs contrôles seront effectués pour accéder au site. Les salariés devront être autorisés, par les services de police compétents à y accéder. Pour ce faire, le titulaire devra fournir la liste nominative des salariés accompagnée de leur date de naissance au moins 15 jours avant le début des prestations.

3.2. Clause environnementale d'exécution

L'ensemble des contenants/emballages devront être en matière recyclable ou compostable, les kits « couverts » seront en matière rigide et compostable, le titulaire du marché devra prendre en compte les déchets à l'issue de la prestation, ces derniers seront éliminés auprès d'un centre agréé permettant leurs valorisations.

3.3. Disposition générale des formules

Le titulaire devra proposer au minimum 4 formules différentes, dont une végétarienne, permettant une variété de recette pour la durée du marché et éviter les redondances de repas.

3.4. Objet des prestations plateaux repas froids

La prestation a pour objet la fourniture de repas froids en liaison froide destinés à l'alimentation des personnels occupant le site du palais des festivités d'Evian-Les-Bains situé en zone d'accès limité à l'occasion du G7.

Les repas doivent être variés et équilibrés, sur la journée et sur la durée de la prestation.

En option le prestataire devra fournir des boissons chaudes et d'en cas disponibles 24h sur 24 les dispositions de celle-ci sont traitées à l'article 3.6

Le titulaire doit pour cela assurer :

- la préparation, la fourniture de plateaux de repas froids,
- la livraison et la distribution sur le site (art. 1.6 du CCATP),
- la récupération et l'élimination des déchets issue des prestations.

Le titulaire s'engage à fournir tout matériel et personnel nécessaire à l'exécution et au bon déroulement de la prestation.

Le titulaire doit particulièrement prendre en compte les contraintes définies à l'article 3.1 du présent cahier des charges pour le respect des normes d'hygiène et de la chaîne du froid.

Le titulaire devra conserver dans un état de propreté les lieux à sa disposition.

Les quantités livrées et servies doivent correspondre aux règles diététiques pour les hommes et les femmes de type actif.

Les repas comprennent :

- un apport en vitamine C sous forme de crudités, légumes ou fruits,
- un apport en protéine sous forme de viande, poisson ou œuf, ou équivalent végétarien
- un apport en calcium sous forme de fromage ou de laitage,
- un apport énergétique sous forme de féculent ou de produit sucré

3.5. Composition du plateau repas froid

Formule (de 4 types, se conformer à l'annexe financière) :

- Un plateau ou équivalent (article 3.5.1 du présent CCATP) scellé de façon hermétique pour éviter toute contamination.
- 1 hors d'œuvre,

- 1 plat principal (végétarien, une viande ou un poisson et son accompagnement)
- 1 fromage individuel ou un laitage,
- 1 dessert,
- 1 boule individuelle de pain
- 1 gobelet compostable,
- 1 kit « couverts » (décrit dans l'article 3.5.1 du présent document),

3.5.1. DESCRIPTIF DU KIT « COUVERT » ET DU CONTENANT

- 1 plateau ou équivalent compartimenté et compostable,
- 1 fourchette,
- 1 couteau,
- 1 petite cuillère,
- 1 serviette 30 cm x 30 cm minimum

Les couverts doivent être en matière rigide compostable, non pliables et de préhension aisée.

Une proposition du candidat en lieu et place du plateau ou équivalent compostable peut être proposée, dès lors que la solution est moins onéreuse et aussi pertinente environnementalement.

3.5.2. DATES ET TYPE DE PRESTATIONS

- le 5 juin 2026, déjeuner (ce service permettra de faire des ajustements si nécessaire pour la prestation du 11 juin au 18 juin)
- du 11 juin au 17 juin 2026, déjeuner et dîner (week-end du 13 et 14 juin compris)
- le 18 juin 2026 déjeuner

3.5.3. QUANTITÉ

Le titulaire devra fournir 260 plateaux par repas.

Le service bénéficiaire se garde la possibilité de demander la fourniture d'un maximum de 50 plateaux supplémentaires par repas qui feront l'objet d'un bon de commande.

3.5.4. HORAIRE DE LIVRAISON

La livraison des plateaux repas doit être effectuée :

- entre 11h00 et 12h00 pour le déjeuner
- entre 18h30 et 19h30 pour le dîner

3.6. Boissons chaudes et en cas

Pour cette option, le prestataire devra être en capacité de fournir des boissons chaudes et des grignotages de type sucré et salé 24h/24, des gobelets compostables adapté aux boissons chaudes. Cette option sera validée au moment de la notification du présent marché.

Pour des raisons d'hygiène, à l'exception du café de l'eau l'ensemble des produits sont en emballage individuel.

3.6.1. BOISSONS CHAUDES

- Café
- Thé
- Infusions
- Chocolat

Accompagné de sucre et de lait en conditionnement individuel.

3.6.2. EN-CAS

En libre service dans des corbeilles ou autre contenant (récupérés à l'issue par le prestataire).

- Sucré (barre chocolaté, gâteau pâte molle, biscuits...)
- Salé (chips, biscuits salés, mix noix, fruit séchés...)
- Viennoiseries (Trois mini viennoiseries par personne, type croissant, pain au chocolat, pain aux raisins...).

3.6.3. FOURNITURES

- Gobelet de taille 10 cl et 15 cl
- Serviettes en papier
- Touillette

3.6.4. QUANTITÉ

Cette prestation est prévue pour une quantité estimative de 250 personnes sur une journée de 24h. La fourniture de viennoiseries ne sera effectué que le pour le matin.

3.6.5. EXÉCUTION DE LA PRESTATION

L'administration prendra en charge le service des boissons chaudes et l'approvisionnement des « corbeilles » pour les en-cas à l'exception de la mise en place des viennoiseries le matin.

Déroulé de la prestation :

Dispositif particulier de la journée du 5 juin (journée de 12h00) :

Mise en place de la partie totale en-cas pour un service à 8h00, réapprovisionnement des boissons chaudes à 11h00 lors de la livraison des plateaux repas.

Dispositif du 11 juin au 18 juin :

- Premier jour, mise en place totale de la partie en-cas pour 8h00,
- puis approvisionnement chaque matin en viennoiseries et préparation des boissons chaudes pour un service à 8h00,
- réassort des boissons chaudes dans le même temps que la prestation de livraison des plateaux (article 3.5.4).

L'approvisionnement des en-cas s'effectuera en une seule fois pour la période du 11 au 18 juin 2026, le réassort des corbeilles sera effectué par l'administration.

3.7. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés : par dérogation au CCAG de référence, dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

ARTICLE 4. RÉCEPTION, VÉRIFICATION, ADMISSION, REJET

4.1. Contrôle, réception, vérification, admission

La livraison est soumise à un contrôle. Les vérifications quantitatives ont pour but de constater l'adéquation entre le volume prévu au marché et le volume livré.

La vérification des opercules de sécurité sera effectuée pour s'assurer qu'aucun plateau n'a pu être ouvert et souillé.

Tout plateau/panier non conforme fera l'objet d'un rejet.

ARTICLE 5. PRIX

5.1. Forme et contenu des prix

Le présent marché contient des prix unitaires HT.

Les prestations du présent marché sont réglées par l'application des prix dans le cadre des prix indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les sujétions nécessaires à l'exécution du présent accord, notamment (liste non exhaustives) :

- la livraison des produits franco de port, de conditionnement et d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison, la mise à disposition du personnel. Aucun emballage n'est facturé.
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS.

5.2. Prix de règlement

Le prix HT figurant dans l'offre financière du titulaire, est réputé être établi aux conditions économiques du mois de la date limite de dépôts des offres.

Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

ARTICLE 6. MODALITÉS FINANCIÈRES

6.1. Avance

Le taux de l'avance est de 5 % ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où une avance est versée aux titulaires, son remboursement intervient par précompte sur les sommes dues ultérieurement et s'applique dès la mise en paiement de la première facture de l'année en cours.

6.2. Acomptes

Sans objet

6.3. Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'État et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 7. MODALITÉS DE FACTURATION

7.1. Dispositions générales

Le paiement des sommes dues par la personne publique s'effectue à l'expiration des prestations faites. Toutefois, le paiement des prestations s'effectuera selon les modalités indiquées à l'article ci-après. Il sera procédé au paiement dans la limite de 30 jours à réception de la facture.

Le point de départ du délai de paiement court à compter de la date de la décision d'admission telle qu'elle résulte des dispositions de l'article 30.1 du CCAG/FCS.

en-cas de modification de ses coordonnées bancaires, le titulaire s'engage à en informer le comptable assignataire des paiements et le pouvoir adjudicateur par courrier suffisamment tôt pour éviter une rupture dans les paiements. À défaut, le délai de trente jours pour le règlement des factures sera décompté à partir de la notification à l'administration des renseignements permettant de régler la dette publique. A ce titre, le titulaire ne pourra pas percevoir d'intérêts moratoires.

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production des factures, lesquelles ne seront pas réclamées au titulaire. Le temps mis par ce dernier pour les notifier à l'administration ne pourra pas donner lieu au versement d'intérêts moratoires.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

7.2. Présentation des demandes de paiement

7.2.1. MENTIONS OBLIGATOIRES

Pour le traitement de chaque facture, il est impératif d'y porter les mentions listées ci-dessous :

Au titre du code général des impôts¹ :

☞ Date d'émission de la facture
☞ Numéro d'Identifiant unique de la facture

Pour le traitement de votre facture et dépôt dans chorus-Pro :

Le code SIRET ÉTAT unique:
n°11 000 201 100 044

<ul style="list-style-type: none"> ☞ Raison sociale et adresse ☞ SIRET ou, à défaut, SIREN ☞ Montant TTC et HT ☞ Taux de TVA appliqué et montant ☞ Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir <p>1. article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, en application de l'article 128 du CGI</p>	ET	<p>Le code du service exécutant (code SE): MI5PLTF069(à renseigner lors de l'émission de la facture) situé en haut à gauche sous l'adresse de facturation. Le code service exécutant ne comprend que des zéros et aucune lettre o.</p> <p>La référence de l'engagement juridique (numéro d'EJ : 10 caractères numériques) située en haut à droite du bon de commande ou à défaut sur la lettre de notification du marché.</p>
---	----	--

Outre les mentions légales, les factures doivent porter les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier ;
- les noms et adresse du débiteur ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et éventuellement de chaque avenant, ainsi que la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant de la prestation exécutée ;
- le type et la quantité de fournitures livrées en précisant sa destination ;
- le montant hors TVA de la fourniture livrée et des prestations réalisées, éventuellement ajustées ;
- le taux et les montants de la TVA ;
- le montant TTC ;
- la date ;
- le numéro d'identification CHORUS (n°indiqué dans le bon de commande).

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

7.2.2. TRANSMISSION

Les factures doivent être envoyées obligatoirement par voie dématérialisée conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019.

Si le fournisseur rencontre des difficultés pour déposer ou modifier ses factures, la section Organisation et Qualité Comptable (OQC) dispose de 2 référents pour l'accompagner dans ses démarches à l'adresse suivante : sgami-se-chorus-oqc@interieur.gouv.fr .

Le portail Chorus Facture est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il permet après un premier enregistrement du fournisseur (SIRET, RIB, etc.) de déposer ses factures sous format PDF ou de saisir en ligne ses factures sur le portail.

Dans tous les cas les factures doivent obligatoirement indiquer :

- le numéro d'engagement juridique à 10 chiffres,
- le code du service réceptionnant (service exécutant : **MI5PLTF069**).

Ces deux informations figurent sur le bon de commande.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et

réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

ARTICLE 8. AUTRES CLAUSES ADMINISTRATIVES

8.1. Modification affectant le titulaire en cours d'exécution du marché

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler et, notamment, des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail.

8.2. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du Code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanctions, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

8.3. Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer des pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

8.4. Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension. Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

8.5. Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire. Ce taux est porté à 15 % si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.

8.6. Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché ou le cas échéant du lot concerné sur le fondement de l'article L. 2195-2 du Code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

8.7. Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46.2 CCAG-FCS et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition...). Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

8.8. Entreprises en difficultés sur le plan judiciaire

Toute entreprise en difficulté sur le plan judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administration judiciaire ou liquidateur associé, adresser au SGAMI, 215 rue André Philip, 69421 LYON cedex 03 dans les QUINZE (15) jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.

ARTICLE 9. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de non-exécution de tout ou partie des prestations, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

ARTICLE 10. DÉSIGNATION ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

10.1. Conditions générales et responsabilité

La sous-traitance est autorisée sous réserve de l'acceptation de chaque sous-traitant par la personne publique et de l'agrément des conditions de paiement figurant dans chaque contrat de sous-traitance.

Les dispositions du présent marché s'appliquent intégralement aux éventuels sous-traitants.

La sous-traitance ne peut en aucun cas porter sur l'intégralité du marché.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché tant envers la personne publique contractante qu'envers les personnels employés.

10.2. Modalités d'acceptation de la sous-traitance

Le candidat qui entend recourir à la sous-traitance produit, en même temps que son offre, une demande d'acceptation ou d'agrément du ou des sous-traitants.

Cette demande comporte :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du ou des sous-traitants proposés,
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement à chaque sous-traitant,
- les conditions de règlement de ces sommes prévues par chaque contrat de sous-traitance,
- les capacités professionnelles et financières du ou des sous-traitants,
- une déclaration indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La déclaration de chaque sous-traitant doit impérativement être jointe au dossier.

La personne responsable du marché fait connaître sa décision d'acceptation ou de refus du ou des sous-traitants par lettre recommandée avec avis de réception.

À défaut d'une décision intervenue avant la notification du marché au titulaire, celle-ci emporte acceptation du ou des sous-traitants et agrément des conditions de paiement.

10.3. Demandes postérieures à la notification du marché

L'acceptation et l'agrément des demandes des sous-traitants formulées postérieurement à la conclusion du marché sont constatées dans un acte spécial signé des parties.

Le titulaire établi, par ailleurs, que le nantissement, dont le marché a pu faire l'objet ne constitue pas un obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Cette justification pouvant être fournie ultérieurement, la validité de l'acte spécial reste subordonnée à sa production.

10.4. Communication des sous-traitants

En cours d'exécution du marché, la personne responsable du marché se réserve le droit de demander au titulaire la communication de tous les sous-traitants, y compris ceux ayant fait l'objet d'une demande d'acceptation et d'agrément antérieure à la notification.

10.5. Paiement direct

Le paiement direct du sous-traitant accepté, et dont les conditions de paiement ont été agréées est de plein droit, dès lors que le montant des sommes qui lui sont dues au titre du marché est égal ou supérieur au seuil fixé par la réglementation en vigueur.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises solidaires, l'attestation de paiement devra être signée par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance et par le mandataire du groupement.

ARTICLE 11. CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Le marché peut-être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles aux articles R.2191-46 à R2191-63 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Un exemplaire du marché « dit exemplaire unique » sera délivré au titulaire sur demande.

ARTICLE 12. PÉNALITÉS

12.1. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Par dérogation au CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

PÉNALITÉS	
Retard dans la livraison	2 € par heure de retard et par plateau
Non respect du code du travail	600 € par manquement constaté
Violation de l'obligation de confidentialité	2 000 € par manquement constaté
Méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document	50 euros par jour de retard (à compter du jour de la notification) pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire

Les états de pénalités seront établis par le bureau de l'achat et de la commande publique du SGAMI Sud-est.

12.2. Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

12.3. Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation au CCAG de référence, il n'y a pas d'exonération des pénalités.

NB : cet article déroge à l'article 14.1.3 du CCAG.

ARTICLE 13. RÉSILIATION

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, le marché peut être résilié pour les motifs suivants :

- La violation de l'obligation de confidentialité (résiliation aux torts du titulaire)
- Manquements à l'obligation de la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévue par la réglementation française et européenne
- Le marché sera résilié si les parties ne parviennent pas à un accord sur les modifications à apporter dans les 30 (trente) jours suivant la réunion de réexamen. Lorsque le titulaire est dans

l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché ou le cas échéant du lot concerné sur le fondement de l'article L. 2195-2 du Code de la commande publique.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

ARTICLE 14. DIFFÉRENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75 800 PARIS Cedex 08.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

ARTICLE 15. LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché public est régi par le droit français.

Les contestations ou difficultés relatives à l'interprétation ou l'exécution des clauses du marché ne dégagent en aucun cas le titulaire de son obligation d'exécution continue des prestations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics.

À défaut d'accord amiable, tous les actes administratifs détachables du contrat ainsi que tout litige qui pourrait naître de son exécution relèvent de la compétence du juge administratif français et seront portés devant le tribunal administratif compétent.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON
184 RUE DUGUESCLIN
69 433 LYON CEDEX 03

ARTICLE 16. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

16.1. Dispositions générales

Les prescriptions de l'article 6 du CCAG-F.C.S s'appliquent au présent marché.

Les travailleurs étrangers devront être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire devra être en conformité avec le Code du travail concernant l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, le temps de travail et tout autre disposition concernant le secteur de la restauration collective.

L'article L1224-1 du Code du Travail devra être respecté.

L'entreprise devra être en conformité avec la réglementation sur le temps de travail.

16.2. Lutte contre le travail dissimulé

L'article 83 de la loi [n°2013-1203 du 23 décembre 2013](#) de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifie [l'article L. 8222-6 du code du travail](#) relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

En application de ces nouvelles dispositions, il sera appliqué le dispositif suivant :

Avant la signature du contrat :

Le pouvoir adjudicateur sollicite de l'attributaire du marché, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du Code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir mentionnée à cette rubrique.

En cours d'exécution du contrat :

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du Code du travail, si le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle ou un syndicat de salariés, un syndicat ou une association professionnelle d'employeurs ou une institution représentative du personnel que le titulaire ou un sous-traitant direct ou indirect est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5., le pouvoir adjudicateur adressera alors une mise en demeure au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du travail, l'entreprise ainsi mise en demeure apportera au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut le contrat pourra être résilié aux frais et risques du titulaire.

En application de l'article L 8222-1 du Code du travail, pour tout contrat supérieur à 5 000 € HT, le titulaire transmet, tous les six mois à compter de la date de notification du marché, au pouvoir adjudicateur les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail

Le titulaire du marché avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 17. DÉROGATIONS

Article du présent CCATP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
3.1	3.4	Désignation des interlocuteurs dédiés au marché dans l'offre plutôt qu'à la notification
17	14.1	Application des pénalités de retard sans mise en demeure préalable
17	16.2.3	Dérogation : application des pénalités sans mise

		en demeure
17.3	14.1.3	Pas d'exonération pour pénalités